

Déclaration liminaire pour la Formation Spécialisée en santé, sécurité et conditions de travail du CSAL de la DDFIP 38

Monsieur le Président,

Les instances de dialogue social en cette rentrée 2024 se tiennent dans un contexte inédit de crise sociale, démocratique et institutionnelle.

Suite à la dissolution de l'Assemblée nationale décidée de façon unilatérale et sans concertation préalable par Emmanuel Macron, ce dernier a nommé, avec l'aval du Rassemblement National, Michel Barnier, homme politique issu des rangs du parti Les Républicains comme Premier ministre. Par cette nomination, le président de la République piétine la démocratie.

Grâce à la mobilisation exceptionnelle des citoyens et citoyennes, le Rassemblement National a été écarté du pouvoir mais rien n'est réglé pour autant.

Pour Solidaires Finances Publiques, le combat contre les idées d'extrême droite est une bataille quotidienne, inscrite dans l'ADN de notre syndicat depuis sa création. Ce combat est de nature idéologique, mais aussi économique et social. En effet, la montée en puissance du RN est la conséquence directe des politiques ultra-libérales en cours depuis des décennies. Elles n'ont eu de cesse de fracturer la société, de stigmatiser une partie de la population et de favoriser une minorité au lieu de servir l'intérêt général.

Face à cette situation, un changement profond d'orientation politique, économique et sociale est attendu par l'ensemble des travailleurs et travailleuses et plus largement par la majorité de la population. Il y a urgence à œuvrer pour mettre en place d'autres choix, fondés sur plus de justice fiscale, sociale et environnementale, afin que les oublié·e·s et les méprisé·e·s soient enfin entendu·e·s et respecté·e·s, et que les richesses soient plus justement réparties.

Pourtant, le nouveau gouvernement et sa composition confirment le choix d'Emmanuel Macron de poursuivre envers et contre tout sa politique antisociale, combattue par de nombreuses grèves et largement minoritaire dans les urnes.

Les propos de Michel Barnier et de Laurent Saint-Martin, ministre du Budget et des Comptes publics, indiquent que les choix fiscaux et économiques ne changeront pas et, pire, aggraveront sans doute encore plus la situation de la majorité de la population.

Solidaires Finances Publiques continuera de porter une fiscalité juste, progressive et redistributive. Avec la même détermination, nous combattons la casse du service public sur l'autel de l'austérité, et notamment le service public de la DGFIP. Nous continuerons à exiger des moyens suffisants pour assurer la qualité des missions de la DGFIP, une amélioration réelle des conditions de travail des personnels et une revalorisation de la rémunération que ce soit en termes de points d'indice et de sa valeur qu'au niveau de la partie indemnitaire.

Les budgets, notamment sur les politiques en matière de santé, de sécurité au travail, vont-ils passer par les coupes budgétaires liées à l'austérité ? Solidaires Finances Publiques sera vent debout contre les choix politiques entraînant de nouvelles atteintes aux conditions de travail des personnels de la DGFIP.

Concernant les résultats de l'Observatoire interne 2024, à l'ordre du jour de cette instance, la DGFIP n'aura encore une fois pas de quoi pavoiser. Un élément positif, la participation en hausse de 3 points par rapport à 2023, qui atteint 40 % en Isère, contre 47 % nationalement. Pourtant, les personnels sont lassés par cette enquête qui n'aboutit à aucune amélioration de leurs conditions de travail ni à une véritable analyse de la situation. À l'instar du DUERP, les agents n'en peuvent plus de remonter des problèmes qui ne sont pas résolus. L'absence de réponse crée du silence. La réponse aux remontées de terrain doit se faire dans chaque unité de travail, avec les travailleurs concernés. Par ailleurs, aucun des résultats fournis ne fait la distinction entre les catégories C, B et A, et c'est une première ! De même, en 2023, il y avait des éléments en fonction de la structure d'affectation, cette année les chiffres portent sur la DGFIP toute entière !

Les chiffres sont néanmoins éloquentes sur bien des éléments :

- le nombre de personnels de la DDFIP 38 non satisfaits de travailler au sein du ministère stagne à 29 %. Ils sont 13 % à être très satisfaits ;
- seulement 28 % des personnels se déclarent optimistes sur leur avenir au sein de leur Direction ;
- 49 % estiment que les changements à la DGFIP sont trop rapides ;
- 4 % des agents estiment que leur motivation dans leur travail augmente. Pour plus d'un agent sur deux (58 %), sa motivation diminue ;
- 21 % des agents estiment que leur direction évolue dans le bon sens pendant que 51 % trouvent les changements trop rapides ;
- 62 % ne sont pas optimistes sur leur avenir au sein de la DGFIP alors même qu'au niveau ministériel 32 % sont optimistes et 66 % au niveau de la Fonction publique d'État ;
- Au niveau DGFIP, 66 % des agents restent satisfaits des possibilités de formation, mais 53 % ne se sentent pas accompagnés dans leur parcours professionnel ;
- 32 % des agents estiment très importante la quantité de stress liée au travail.

Quant aux items sur les conditions de travail, la charge de travail reste trop conséquente pour 51 % des personnels. La quantité de stress, sur une échelle de 1 à 10, est évaluée à 6,3 et les personnels qui évaluent leur stress au-delà de 8 représentent 32 % des répondants.

Ces chiffres viennent conforter ce que nous dénonçons : la dégradation des conditions de travail, des évolutions à marche forcée et plus généralement la destruction de nos chaînes de travail. Les réformes incessantes, les nombreuses atteintes à nos missions, à nos structures affectent les agents et les agentes dans leur quotidien au travail. Ce sont des signaux forts que l'administration doit prendre en considération. À l'heure où le « *faire plus avec moins* » est devenu la norme, où les

mauvaises conditions de travail sont responsables de deux décès accidentels par jour en France, il est urgent que les sujets de santé et de sécurité retrouvent une place de choix dans le dialogue social.

Solidaires Finances Publiques demande que l'Observatoire 2025 soit détaillé en fonction des corps et des structures comme cela était fait en 2023. Comment pouvoir faire une analyse de qualité en ayant toujours moins de données d'un exercice à l'autre ?! Cela devient une vilaine manie, qui se généralise à bien des égards.

Enfin, pour s'afficher attractive, la DGFIP avait volontairement omis dans sa restitution nationale deux éléments importants, à savoir le niveau de reconnaissance et la valorisation du travail d'une part, la rémunération d'autre part. Ainsi, le niveau moyen de la satisfaction de la reconnaissance et de la valorisation du travail des agents de la DGFIP (38 %) est inférieur à celui du Ministère des Finances (40 %) mais aussi à celui de la Fonction Publique d'État (53 %).

Pire, le niveau moyen de satisfaction de la rémunération des agents de la DGFIP (29 %) est très inférieur à celui du Ministère des Finances (34%) mais aussi à celui de la Fonction Publique d'État (46 %). Au sein du Ministère, le taux de satisfaction sur les rémunérations à la DGFIP est le plus bas !

Pour conclure, l'urgence est à l'augmentation des salaires, à la justice fiscale, aux investissements dans les services publics et la transition écologique, à l'abrogation de la réforme des retraites (l'allongement de la durée du travail favorise les accidents graves), l'urgence est au rétablissement des facteurs de pénibilité supprimés par Emmanuel Macron, à la suppression du jour de carence, au renforcement de la médecine du travail (perte de 21 % des effectifs depuis 2010), au rétablissement des CHSCT (dans le privé, seul·e·s 46 % des salarié·e·s sont couvert·e·s par une commission santé, sécurité et conditions de travail, contre 75 % couvert·e·s par les CHSCT avant leur suppression), et, enfin, à l'inscription dans la loi de l'écoute des travailleurs et des travailleuses comme dixième principe général de prévention. Ce sont ces exigences que nous porterons.

Dans la période, face aux provocations et au déni de démocratie, il n'y a qu'une seule réponse possible. C'est pourquoi nous appelons à la grève et la manifestation mardi prochain 1er octobre.